

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909

N° 893 – 28 Octobre 2006

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### MOBILISATION 2007

*Cet événement n'a eu aucune couverture médiatique, et pour cause : la chape de plomb écrase tout ce qui est politiquement incorrect.*

*Incorrect de réunir 3 000 personnes un soir de semaine au palais des Congrès de la Porte Maillot à Paris, alors que les partis politiques ont du mal à rassembler 500 personnes, sauf dans les grandes messes télévisées.*

*Incorrect d'enthousiasmer ces spectateurs, même si la verve de Jean Amadou est passée par là et si les montages audio-visuels sont dignes de Hollywood.*

*Incorrect d'inviter des députés de la majorité hostiles à la politique du gouvernement protestant contre le bâillonnement du Parlement et l'arbitraire de l'exécutif et de ses administrations.*

*Incorrect de présenter au grand public les artisans des idées de la liberté en France, des jeunes de Liberté Chérie aux experts de l'IFRAP en passant par Bernard Zimmern, Jean Philippe Delsol, Pascal Salin, Nicolas Lecaussin ou votre serviteur.*

*Incorrect : le meeting de Contribuables Associés en ce lundi dernier 23 octobre.*

*Contribuables Associés, c'est 130 000 adhérents. Qui en a autant, cotisant sans cesse ni hésitation ? Contribuables Associés, c'est un slogan : trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts. On prend les choses par le bon bout : commençons par réduire la taille de l'Etat, le nombre et les privilèges des fonctionnaires, les gaspillages des entreprises publiques et subventionnées, la dégradation et les grèves dans les services publics.*

*Le succès croissant de leur campagne, la publication mensuelle du CRI du Contribuable, vendu désormais dans tous les kiosques de France, leur dialogue permanent avec des parlementaires (pour lesquels ils ont conçu un argus), traduisent la popularité de ces thèmes. Un récent sondage BVA fait apparaître que, sur les 8 propositions majeures de CA, 6 recueillent plus de 80% d'approbation des électeurs français. J'ai apprécié d'ailleurs que l'une d'entre elles ait été en-tête à l'applaudimètre lundi soir : la mise en concurrence des administrations publiques et des initiatives privées dans le domaine de la santé, de l'enseignement, de l'énergie et des transports. Comme jadis Bastiat, je crois que seule la concurrence pousse à orienter le progrès économique vers la satisfaction du plus grand nombre, et à mettre fin aux privilèges, passe-droits, injustices. Avec la mondialisation de la concurrence, les Etats eux-mêmes sont en compétition ; ils doivent abaisser les impôts et comprimer leurs coûts.*

*Au-delà de cette manifestation, je vois lever la pâte de la société civile. Le renouveau de la société civile était le thème de notre Université d'Été 2005, Tocqueville nous ayant expliqué que la démocratie pouvait vivre en Amérique parce que les citoyens savaient prendre des initiatives et régler leurs problèmes de vie en commun sans se retourner incessamment vers l'Etat. La subsidiarité est le contraire et l'antidote du jacobinisme. Mais elle exige de la part des citoyens de solides vertus de compréhension, de respect mutuel et de solidarité volontaire.*

*Je crois, en tout cas je peux espérer de toutes mes forces, que quelque chose est en train de changer car, face à la décomposition, à la désarticulation de la société française, face à la nullité et la nocivité de la classe politique actuelle, deux changements majeurs sont en train de se produire : une prise de conscience, une organisation de la société civile.*

*Prise de conscience : naguère les citoyens, électeurs et contribuables accordaient quelque crédit aux candidats et à leurs programmes. Ils faisaient confiance à un homme ou à un parti parce qu'il leur semblait globalement conforme à leurs attentes. Aujourd'hui, les candidats ne sont même plus lisibles, et leur passé leur a ôté toute crédibilité.*

*Les candidats vierges et neufs ne sont pas légion, et les élus nouveaux seront l'exception. Dans ces conditions, le sens des élections ne peut plus aller, ne doit plus aller du candidat vers le peuple, mais du peuple vers le candidat. Les électeurs prennent ainsi conscience de leur indépendance retrouvée, de leurs exigences des réformes qu'appelle la situation du pays.*

*Encore faut-il que les électeurs s'organisent, en se reconnaissant dans des structures diverses mais convergentes. Contribuables Associés y a réussi. Mais il y a mieux. Contribuables Associés a compris, comme l'ALEPS, l'importance du travail en commun, de la division des tâches et de la complémentarité. Le Guide du candidat, dont je n'ai assuré que la rédaction, a été préparé avec quinze associations, instituts et publications, dont bien évidemment Contribuables Associés. Cette semaine paraît en librairie l'ouvrage de Gérard Bramoullé coédité par l'IREF et Contribuables Associés. Je vous en parlerai la semaine prochaine mais ce livre nous aidera à en finir avec le mal français : l'étatisme centralisateur, qui nous vaut la disparition des libertés locales et l'envol des impôts locaux.*

*Contribuables Associés a placé sa réunion sous le titre : Mobilisation 2007. Oui, les contribuables, les citoyens et électeurs seront prêts pour faire entendre leur voix, pour négocier leurs voix.*

Jacques Garello

## Conjoncture

### BUDGET AMERICAIN : L'EFFET LAFFER A JOUE A PLEIN

Laffer, vous connaissez ? Si vous nous lisez depuis longtemps, vous devriez connaître. Mais, de toutes façons on ne peut vous en vouloir d'ignorer ce que Bercy feint d'ignorer. Quand en 1995 il a été question de baisse des impôts (comme CHIRAC l'avait promis) nos inspecteurs des finances ont crié au scandale, en agitant le spectre d'un déficit budgétaire record. On ne croyait pas à « l'effet Laffer » et on a augmenté la TVA et autres prélèvements...

Les Américains, eux connaissent LAFFER, cet économiste conseiller de REAGAN qui a expliqué quelque chose de très simple : la baisse des taux d'imposition stimule l'offre, donc la croissance, donc le rendement des impôts. Voilà pourquoi le déficit budgétaire se réduit.

S'il en était besoin, ce qui se passe en ce moment à Washington devrait confirmer une fois de plus la pertinence de cette analyse. Les démocrates en sont encore consternés : G.W. BUSH a baissé les impôts, ce qui selon eux devait provoquer un déficit budgétaire accru, or celui-ci s'est établi à son plus bas niveau depuis quatre ans !

#### **Le plus faible déficit budgétaire depuis quatre ans**

Cela fait maintenant six ans que G.W. BUSH est au pouvoir et l'un des éléments clefs de sa politique économique n'a pas varié : la baisse des impôts. Certes, on aurait pu espérer encore mieux et BUSH n'a pas osé franchir certains pas, comme celui de la flat tax. De plus, en raison de l'opposition d'une partie du Congrès, il n'a pas encore réussi à rendre permanente sa baisse d'impôts. Mais toujours est-il que baisse des impôts il y a eu.

Selon tous les experts keynésiens, cette politique devait entraîner une catastrophe budgétaire : un impôt de 30% rapporte moins qu'un impôt de 40%. Mais les keynésiens ignorent tout de la logique

de la croissance, qu'ils cherchent du côté de la dépense (vivent les dépenses publiques), alors qu'elle est du côté de l'initiative des entrepreneurs, des travailleurs et des épargnants, toutes personnes qui n'aiment pas être volées par l'Etat !

Ainsi le déficit budgétaire américain est-il revenu, lors de l'année fiscale 2006, qui s'est terminée le 30 septembre, à son plus bas niveau depuis quatre ans. Selon le Trésor américain, il s'est établi à 247,7 milliards de dollars (198 milliards d'euros), soit 22% de moins qu'en 2005. On est surtout très en dessous des prévisions pessimistes de 423 milliards de dollars faites en février 2006 : on en est presque à moitié moins.

### **Le déficit représente 1,9% du PIB, contre 3% en Europe**

Il faut remonter à 2002 pour trouver un déficit plus faible (159 milliards). Inutile de dire que G.W. BUSH a salué de la Maison Blanche « une réduction spectaculaire » du déficit des finances publiques et il s'est félicité d'avoir rempli avec trois ans d'avance sa promesse de la campagne présidentielle 2004 de réduire de moitié, en pourcentage du PIB, ce déficit.

Si le déficit qui reste peut paraître important, il reste pourtant modéré à l'échelle des Etats-Unis : il s'établit en effet cette année à 1,9% du PIB, soit bien en dessous de la plupart des déficits européens, qui sont autour des 3%, maximum autorisé par Bruxelles.

Le succès américain s'explique par la croissance spectaculaire qu'ont connue les Etats-Unis jusqu'à cette année, où elle commence à se ralentir (en particulier avec la fin de la bulle immobilière). L'an dernier nous étions encore certains trimestres sur une pente de 5%. Mais cette croissance, à son tour, a eu pour cause les baisses d'impôt des années précédentes. Celles-ci, comme le dit le président BUSH, ont permis aux Américains de « conserver une proportion plus importante de ce qu'ils gagnent ».

Or ce seul fait suffit à tout changer : quand vous gagnez 100 et qu'il vous en reste désormais 70 après impôts, vous n'avez pas le même comportement que si vous gagnez 100 et qu'il vous en reste seulement 60. Il y a là une formidable incitation à entreprendre, à créer des richesses nouvelles, à investir, à travailler plus, à faire des heures supplémentaires, à reprendre un job, à chercher à progresser dans son travail, à épargner plus, bref à produire plus pour gagner plus. Qui dit hausse de la production dit hausse de la matière imposable, donc du rendement des impôts. Voilà pourquoi un taux d'impôt de 30% finit au bout de quelques années par rapporter davantage qu'un taux d'impôt de 40%.

### **Mais il aurait fallu réduire massivement les dépenses publiques**

Voilà pourquoi Le Monde qui, il faut le dire, rapporte assez objectivement ces chiffres, se trompe quand il titre sur quatre colonnes : « Le déficit budgétaire américain a fondu grâce à la croissance et malgré les baisses d'impôts » ; il faudrait écrire « le déficit budgétaire américain a fondu grâce à la croissance obtenue par les baisses d'impôts ».

Il faut en effet mesurer le chemin parcouru. Alors que les taux d'imposition ont baissé, les recettes fiscales ont progressé cette année de 11,8%, (les recettes de l'impôt sur les sociétés de 27,2%, celles de l'impôt sur le revenu de 12,6%), tandis que les dépenses augmentaient de 7,4% à 2 650 milliards. Si l'on peut faire un reproche au président BUSH et surtout au Congrès, c'est de ne pas avoir baissé les dépenses publiques : une hausse de 7,4% des dépenses budgétaires, ce n'est pas du tout raisonnable. Si les dépenses avaient seulement été stabilisées, le déficit budgétaire aurait pratiquement disparu. Il aurait fallu faire maigrir l'Etat fédéral, comme REAGAN y était parvenu en son temps.

Des think tanks comme Heritage Foundation reprochent vivement à G.W. BUSH d'avoir laissé filer les dépenses publiques, non seulement à cause de la guerre, mais aussi les dépenses de retraite ou de santé. Et la situation démographique va faire que les retraites pèseront de plus en plus. Il aurait donc fallu, selon Heritage, prendre les devants et diminuer maintenant massivement les dépenses publiques. Les déficits repartiront si les dépenses dérapent à nouveau, a fortiori si la croissance devait se ralentir.

La politique économique américaine a donc ses faiblesses, les finances publiques traînent une dette importante (même si elle est là encore inférieure à celle de la France en pourcentage du PIB). Mais la preuve est faite que, pour l'économie comme pour les finances publiques, il faut réduire les taux d'imposition. Partout et toujours.

## **BRETON ATTAQUE LA PRESIDENTE DU MEDEF**

Mais quelle mouche a soudain piqué notre Ministre de l'Economie et des Finances ? Lui qui est si discret d'habitude vis-à-vis des syndicats révolutionnaires et marxistes, qui empêchent toute réforme en France, le voilà qui s'attaque... au MEDEF. Comme l'écrit Les Echos : « le torchon brûle à nouveau entre Bercy et le MEDEF ». A la surprise générale, Thierry BRETON a profité de son intervention devant l'association jeunesse entreprise d'Yvon GATTAZ « pour attaquer violemment l'organisation patronale », qu'il accuse de ne pas avoir réagi au débat télévisé des candidats socialistes

Tout y passe : « Je suis atterré que l'on ne parle plus des entreprises en France. Ceux qui représentent les entreprises, par exemple le MEDEF, n'arrivent plus à s'exprimer » sur des sujets comme les 35 heures. « Les entreprises, on ne les entend plus, elles ne sont plus très bien représentées (sic !), je ne suis pas content ». Sans doute veut-il lui-même choisir les représentants des entreprises, de préférence probablement dans le secteur public : « Quand on ne dit pas les choses qu'on doit dire pour ses entreprises, pour ses mandants, on perd de l'influence ».

Et M. BRETON d'en rajouter une couche : les dirigeants ont « besoin d'avoir des instances représentatives solides, responsables et qui ne perdent pas progressivement du pouvoir comme une peau de chagrin », avant d'assurer qu'il allait se battre « contre cette espèce de somnolence, d'anesthésie générale ».

Ces propos sont scandaleux sur la forme comme sur le fond. Pour qui se prend notre ministre de l'économie ? Pour le patron des entreprises, comme dans un système soviétique ? Depuis quand les entreprises privées doivent-elles prendre leurs ordres à Bercy ? Et comment peut-il juger de la qualité des représentants des entreprises ? Faut-il que les dirigeants du MEDEF aient la carte de l'UMP pour trouver grâce à ses yeux ? Et si nous pouvons voir une somnolence, ce n'est pas celle du MEDEF, heureusement bien réveillé, mais celle de la majorité actuelle et des amis de M. BRETON qui somnolent face aux syndicats et face à la mondialisation.

Mais le plus extraordinaire, c'est que ces propos sont avant tout mensongers. Il est faux de dire que le MEDEF se tait : ni en général ni dans cette affaire en particulier. Au contraire, nous avons eu l'occasion ici même de nous féliciter de la liberté de ton et de propos de la nouvelle équipe dirigeante du MEDEF et de l'ensemble des chefs d'entreprises. D'ailleurs, selon Les Echos, au MEDEF « Laurence PARISOT est tombée des nues, trouvant ces propos incompréhensibles. Thierry BRETON sort tout à fait de son rôle, a-t-elle confié aux Echos ».

Car la vérité est tout autre. Laurence PARISOT s'est exprimée le soir même de l'intervention des leaders socialistes sur la chaîne parlementaire du Sénat. Elle a déclaré « Il y a des choses que je n'ai pas comprises, il y a des choses qui m'inquiètent pour les entreprises. Les 35 heures ont été une catastrophe et il me semble que pas une fois le mot compétitivité n'a été prononcé ». Et ses propos ont été repris sur France Info comme sur RTL. Le lendemain, elle intervenait à nouveau sur une chaîne de radio et mettait au défi M. BRETON et le gouvernement d'abroger les 35 heures : voilà l'arroseur arrosé !

Certes, il est possible que le ministre n'apprécie guère une présidente du MEDEF aux propos libres. Comme l'a rappelé Laurence PARISOT : « nous sommes indépendants des calendriers des partis ». Et le MEDEF n'est pas chargé d'arbitrer entre les candidats socialistes. Il réagira au programme de chaque candidat à la présidentielle et surtout il doit publier un livre blanc avant la fin de l'année. C'est sans doute cela qui inquiète M. BRETON : il pourrait y trouver certaines propositions qui ne seront guère du goût de l'UMP. Mais le MEDEF n'est pas là pour plaire aux hommes politiques, quels qu'ils soient. M. BRETON ferait bien de retrouver son sang-froid.

## **ECHANGES ET INVESTISSEMENTS SUD-SUD**

On n'est jamais trop prudent en matière de développement. Les échecs et les illusions ont été si nombreux, qu'il faut manier toute statistique avec prudence. Mais tous les indices montrent que les choses sont en train de bouger et les discours affirmant que les écarts Nord-Sud se creusent et que le « tiers-monde » s'enfoncé dans le sous développement ne sont plus de mise, heureusement. Nous avons déjà remarqué que les taux de croissance des pays en développement sont partout, même en Afrique, supérieurs à ceux des pays riches : entre 5 et 10% suivant les régions. Il est donc faux de dire que les écarts s'accroissent. De même, les échanges commerciaux, facteur indiscutable de croissance, se multiplient entre le Nord et le Sud.

Voici maintenant un nouvel élément tiré du rapport 2006 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde : les liens Sud-Sud se développent. C'est déjà vrai pour le commerce : face au protectionnisme de certains pays riches les pays du tiers-monde commercent entre eux. Les échanges intra-asiatiques n'ont jamais été aussi forts et il en est de même pour une partie de l'Amérique latine, du moins celle qui refuse les discours protectionnistes à la CHAVEZ.

Mais c'est du côté des investissements qu'il y a du nouveau. Certes, comme le souligne l'auteur du rapport, Anne MIROUX, « les flux de capitaux Nord-Sud jouent toujours un rôle important, mais le monde de l'investissement direct étranger devient multidimensionnel. La tendance la plus nette est l'augmentation de ces flux en provenance de pays en développement et en transition ». En particulier, la multiplication des fusions-acquisitions internationales est l'une des raisons du progrès de l'investissement étranger : il a été en hausse de 29% l'année dernière, à 916 milliards de dollars.

Comme le souligne Le Figaro Economie, « ce sont encore les pays développés qui recueillent le plus de ces flux, mais, fait nouveau, ils ont atteint un record de 334 milliards de dollars dans les pays en développement ». Et la tendance s'accroît : « Les flux vers l'Asie du Sud et du Sud-Est, en particulier intra-régionaux, devraient notablement progresser. Tout comme la forte croissance enregistrée en Chine et son corollaire, l'augmentation du pouvoir d'achat, continue d'exercer une forte attraction sur les investisseurs internationaux ».

Mieux encore, « même l'Afrique a enregistré, sous la poussée des investissements chinois, brésiliens ou indiens, un nombre, inégalé jusqu'alors, d'entrée de capitaux, soit 34 milliards de dollars ». Certes, les pays pétroliers ont été privilégiés, mais ce n'est pas seulement le cas, et l'Afrique du sud est passée de 0,8 milliards d'investissements en 2004 à 6,4 milliards l'année suivante. Et comme le souligne le rapport de la CNUCED, « si les sociétés transnationales des pays développés constituent encore le gros de l'investissement, celui des entreprises -tant privées que publiques- de pays en développement gagne chaque jour un peu plus de terrain ».

Ainsi, l'investissement hors frontières est de plus en plus fréquent, y compris de la part des pays en développement et à destination d'autres pays en développement. Les Echos souligne le même phénomène : « Les pays en développement investissent de plus en plus à l'étranger ». Le remarquable dynamisme de l'Asie dans ce domaine ne doit pas masquer les progrès fait par les autres pays en développement. Comme le dit Les Echos « le rachat d'Arcelor par Mittal n'était pas un phénomène isolé ». « Les entreprises des pays en développement sont en train de partir à la conquête du monde ». Et ces pays représentent 17% du flux mondial d'investissements directs à l'étranger. Il y a déjà 25 pays émergents dont le stock d'investissements hors frontières dépasse les 5 milliards de dollars chacun.

On ne peut que se réjouir de cette situation : la multiplication des échanges et des investissements Nord-Sud et Sud-Sud est une excellente nouvelle pour le développement. Encore faut-il que les pays jouent le jeu et ne ferment pas leurs frontières, pour des raisons politiques. En ce sens, comme nous l'avons déjà expliqué, l'évolution politique socialisante d'une partie de l'Amérique latine, mais aussi de certaines dictatures africaines, nous inquiète, car elle va en sens inverse de l'évolution vers le libre-échange. Toujours le même débat : qui l'emportera des lois du marché mondial ou des décrets des hommes de l'Etat ?

## **LE RAPPORT TIAN SUR LA FRAUDE AUX ASSEDIC : EXPLOSIF**

Les systèmes bureaucratiques sont propices aux fraudes massives et organisées, puisque des milliards sont en jeu et que les contrôles sont le plus souvent inefficaces : ce sont des systèmes qui reposent sur l'irresponsabilité générale. C'est le cas de la Sécurité Sociale, et Valeurs Actuelles de la semaine dernière lui consacrait sa une sous le titre « la grande arnaque ». Mais le rapport le plus explosif vient d'être révélé par Les Echos en avant-première.

Il s'agit des allocations chômage versées par les Assedic. Une commission d'enquête parlementaire a été chargée il y a peu « d'évaluer les moyens de contrôle de l'Unedic ». Cette Commission est présidée par le député réformateur (UMP) des Bouches du Rhône, Dominique TIAN. Elle n'a commencé ses travaux qu'il y a un mois et son rapport au gouvernement sera remis courant décembre. Mais ce qu'elle a déjà appris et que révèle Les Echos est édifiant.

La Commission a reçu un rapport confidentiel du département de la prévention des fraudes de l'Unedic qui fait état de chiffres impressionnants. Alors qu'en février dernier l'Unedic parlait de 80 millions d'euros de fraudes en trois ans, Dominique TIAN précise « les préjudices subis sont nettement supérieurs aux estimations officielles ». Ce sont environ 10 000 personnes qui vivent de l'escroquerie à l'assurance-chômage et cela à Paris seulement, alors que l'Unedic pensait que ce chiffre était, selon l'étude de février, de 6 400 pour la France entière. Et la province n'est pas en retard en matière de fraudes.

La formule employée par Dominique TIAN a le mérite de la clarté : les escroqueries sont le fait de « réseaux organisés, industriels et mafieux ». Selon l'enquête, il y a à Paris 32 gérants à risque dirigeant 677 sociétés bidon. Dix personnes s'occupent à elles seules de 414 sociétés. Et la liste n'est pas exhaustive. Et à côté de ces fausses sociétés, il y a aussi celles qui ont une activité réelle, mais avec une partie de faux employés : ainsi un coiffeur du 20ème arrondissement a employé de manière factice 200 salariés !

Ces salariés « imaginaires » comme le dit Les Echos sont faussement licenciés au bout de six mois et font alors valoir leurs « droits » à l'assurance-chômage. Mais comme si cela ne suffisait pas, en contrepartie du versement de 750 à 1 500 euros, ces chômeurs fictifs, « recrutés dans des milieux marginaux » disposent de faux documents, allant de l'attestation de l'employeur aux bulletins de salaires en passant par des contrats de travail qui leur donnent accès à l'assurance-maladie, à l'assurance vieillesse ou à la prime pour l'emploi : quoi de plus logique, puisque les « droits sociaux » se cumulent ?

Chaque société frauduleuse brasse environ 800 000 euros par mois selon l'Urssaf de Paris, fonds bien entendu utilisés notamment à des fins de grand banditisme : l'arnaque aux systèmes sociaux publics est devenue une véritable industrie. Et la peine encourue de dix ans de prison et de 375 000 euros d'amende n'a pas l'air de ralentir leurs activités, ce qui signifie sans doute que les risques d'être pris et condamnés sont minimes. En effet, Dominique TIAN remarque que les moyens de contrôle de l'Unedic sont « notoirement insuffisants ». Il compte faire bientôt des propositions novatrices en ce sens, ce qui, n'en doutons pas, provoquera la colère des partenaires sociaux, scandalisés que l'on puisse soupçonner les travailleurs et renforcer le contrôle sur les prestations sociales auxquelles ils ont droit. Il faut savoir par exemple que les agents chargés de la lutte contre la fraude ne peuvent consulter les fichiers de l'Urssaf, collecteur des cotisations sociales.

Au delà de ces nécessaires mesures contre la fraude, il y aurait sans doute à réfléchir sur le principe même de ces monstres bureaucratiques publics qui dominent notre protection sociale : on n'a jamais vu de telles fraudes dans le secteur privé et concurrentiel, car par définition même les entreprises de ce secteur sont plus attentives et responsables, actionnaires et concurrence obligent. Une protection sociale plus décentralisée et plus concurrentielle, a fortiori privatisée, c'est encore la meilleure garantie contre la fraude.

## **EDUCATION : LES LANGUES SE DELIENT**

Nous avons déjà observé qu'en matière d'enseignement supérieur, les sujets qui fâchent n'étaient plus tabous : nombreux sont ceux qui dénoncent le retard français dans ce domaine. Mais c'est maintenant pour les lycées et collèges que les langues se délient : on ne compte plus les livres qui font état de la médiocrité, pour ne pas dire plus, des résultats français dans ce domaine. L'élément nouveau, c'est que ce constat touche désormais les rapports publics : même pour eux, la langue de bois n'est plus de mise.

C'est ainsi que Le Figaro publie « deux audits qui dérangent », commandés par Bercy. Titre sur six colonnes : « Education : la facture flambe, les notes stagnent ». Ces rapports sont publiés en exclusivité par Le Figaro et ils sont intéressants, alors même que leur objet semblait anodin : des audits de modernisation consacrés aux grilles horaires des enseignements du collège et du lycée. On croyait ces rapports enterrés, les voilà rendus publics.

Conclusion d'ensemble : « depuis quinze ans, la nation a dépensé sans compter pour former les collégiens et lycéens. Mais le niveau des élèves a stagné. Bref, la France dépense plus, mais fait moins bien que ses voisins ».

Le premier rapport concerne le coût annuel moyen d'un collégien : il est en hausse de 33% entre 1990 et 2004, atteignant 7 401 euros. « Sans une action volontaire sur la masse salariale des personnels et sans réforme pédagogique majeure (par exemple le plafonnement du redoublement), le coût moyen du collégien devrait continuer de progresser entre 2006 et 2010 et dépasser 8 200 euros par an en 2010 hors inflation ».

Or cette hausse ne s'accompagne d'aucune amélioration des résultats, au contraire. Le taux de réussite au brevet des collèges (dont on connaît le niveau !) « plafonne à moins de 80% ». Seul un quart des élèves atteint le niveau requis en fin de collège et « un élève sur six est en grandes difficultés », ce qui, selon le rapport, « témoigne bien de la difficulté du collège à combler les lacunes des élèves qu'il accueille ».

Pourquoi cette explosion des coûts ? Il y a un décrochage entre l'évolution des effectifs de collégiens et d'enseignants. Entre 1995 et 2004, le nombre de collégiens a baissé de 5,7%. Le nombre d'enseignants aurait dû faire de même. Il a au contraire augmenté. Pour conserver le taux d'encadrement des collégiens, on aurait dû supprimer 8 946 emplois en dix ans ; on en a créé 2 204. Cela fait donc en tout 11 150 emplois maintenus ou créés à tort, soit 3,9 milliards d'euros. Et les syndicats crient quand on envisage une petite baisse des recrutements.

L'autre rapport porte sur les lycées. Même constat : la dépense moyenne par lycéen a augmenté de 50% entre 1990 et 2004 ; elle frôle les 10 000 euros par élève et par an, « soit 30% de plus que la moyenne de l'OCDE ». La réponse a été purement quantitative, avec augmentation du volume horaires des enseignements, multiplication des options plus ou moins utiles et réduction de la taille des classes. Les rapporteurs se plaignent de la grille horaire des enseignements, elle est « trop souvent une variable de négociation sociale et politique ». Et cela n'empêche pas, en dépit de tous les repêchages, de voir le taux d'accès au bac stagner à 70% : la plupart de nos voisins, qui sont plus performants aux tests internationaux, « ont adopté des systèmes de gestion du temps plus légers et plus souples ». Seul domaine dans lequel le ministère semble avoir une petite réaction (positive il faut le reconnaître), la question des décharges de services des enseignants, qui est enfin en train d'être revue ; on attend avec intérêt les réactions syndicales.

Si l'analyse est excellente et sans appel, les propositions ne sont pas à la hauteur. Comme l'objet des rapports était limité aux questions de grille horaire, les propositions portent donc sur les abus du redoublement, les classes dédoublées ou les options sur mesure.

Aux candidats aux présidentielles de se saisir de ce sujet essentiel. Notre propre guide du candidat lui consacre son chapitre 4 « au parc d'attraction du mammoth ». Là se trouvent les propositions innovantes à la hauteur de l'enjeu, de la suppression de la carte scolaire à la sélection à l'entrée, en passant par une vraie liberté de l'enseignement et par la concurrence et l'autonomie totale des établissements grâce à un système de chèques-éducation.

## **HOMMAGE A LORD RALPH HARRIS OF HIGH CROSS**

*Jacques Garello*

Ce cher vieux Ralph, cet ami de près de quarante ans, a cassé sa pipe jeudi dernier. « Casser sa pipe » : ce n'est pas pour être vulgaire, mais pour rappeler qu'on imaginait mal Ralph sans sa pipe, lui le Président des « pipe smokers » britanniques, qui venait en France pendant la journée annuelle « sans tabac » qu'avait inventée le gouvernement britannique. Une façon bien à lui de rappeler que les droits individuels, y compris celui de fumer (avec l'accord de ses voisins) passaient avant les législations liberticides.

J'ai surtout connu Ralph Harris à la Société du Mont Pèlerin, dont il a assuré pendant de nombreuses années le secrétariat, notamment pendant la présidence d'Hayek. Ralph Harris et son compère Arthur Seldom ont été les piliers de l'Institute of Economic Affairs de Londres, fondé par le « roi du poulet », l'ancien pilote de la RAF Antony Fisher. Dans l'Angleterre des années 1960-70 malade de socialisme et de syndicalisme aigus, l'IAE prépare l'alternance libérale. Ralph Harris va être le mentor d'une jeune parlementaire du parti conservateur, Margaret Thatcher. Leur sort va désormais être lié et la fête anniversaire des 80 ans de Ralph, le 10 décembre 2004 a été présidée par la Dame de Fer. Je m'étais fait un devoir d'amitié de représenter les libéraux français à cette occasion. La reine Elizabeth a anobli Ralph Harris, devenant ainsi Lord Harris of High Cross, non pas en fonction de sa foi chrétienne, mais parce qu'il a passé sa jeunesse dans une maison à proximité d'un passage à niveau signalé par une « haute croix » !

Ses qualités intellectuelles, nous les avons souvent appréciées à Aix en Provence : Ralph a été présent à une dizaine de nos Universités d'Été. Il y pourfendait volontiers Jacques Delors, symbole de l'Europe socialiste ; il militait pour l'Europe des patries, et le discours prononcé à Bruges par Margaret Thatcher en 1984 l'a mobilisé, au point qu'il a dirigé les « groupes de Bruges » dans l'Europe entière. Thème essentiel : nous avons fait reculer l'Etat dans nos pays respectifs, ce n'est pas pour le recréer au niveau de l'Union.

Intellectuel brillant, orateur hors pair, fidèle dans ses convictions et ses amitiés, Ralph laissera un grand vide dans mon coeur, et dans la famille libérale du monde entier. Il a heureusement su préparer une nouvelle génération et aujourd'hui sous la direction de John Blundell, l'IAE est toujours en tête du combat pour les idées de la liberté.

---

### **AU SOMMAIRE DU N°893 :**

**EDITORIAL** : Mobilisation 2007 pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Budget américain : l'effet Laffer a joué à plein pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : Breton attaque la présidente du MEDEF p. 4 – Une Echanges et investissements Sud-Sud p. 5 - Le rapport Tian sur la fraude aux ASSEDIC : explosif p. 6 - Education : les langues se délient p. 7 – Hommage à Lord Ralph Harris of High Cross p. 8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille